

Annick Coupé

Fondatrice de Sud PTT et actuelle porte-parole de l'Union syndicale Solidaires

LE SYNDICALISME A REINVENTER : point de vue d'une militante de SUD

Sud, c'est d'abord l'histoire d'un pari un peu fou lancé par des militants et adhérents exclus, fin 1988, de la CFDT aux PTT (l'administration qui regroupait alors La Poste et France Telecom). Leur tort : avoir soutenu les luttes de l'automne 88 et les coordinations qui étaient apparues dans plusieurs conflits. La direction de la CFDT avait déjà choisi l'accompagnement du libéralisme et pour cela elle devait faire le ménage dans ses rangs : les " moutons noirs " (selon l'expression d'Edmond Maire à l'époque) des PTT et de la Santé en région parisienne se sont retrouvés déposés de leur outil syndical CFDT : ils choisiront alors de poursuivre leur combat syndical sous un nouveau sigle : SUD PTT et CRC Santé-sociaux (qui deviendra SUD santé-sociaux par la suite).

Le choix de construire une nouvelle organisation était alors motivé par le fait que les confédérations existantes, leurs pratiques, leurs orientations, ne donneraient pas le cadre pour continuer le combat syndical engagé dans la CFDT.

Treize ans après, nous pouvons dire que ce pari a réussi et que SUD a acquis une place non négligeable dans le paysage syndical. Depuis 1995, après le mouvement social de l'hiver, des syndicats SUD se sont créés dans d'autres secteurs, du public et du privé. Ces syndicats se sont regroupés dans "Solidaires", une union syndicale interprofessionnelle dans laquelle on retrouve, outre les différents syndicats Sud, d'autres syndicats non confédérés (comme le Snui - syndicat national unifié des impôts ou le Snabf- syndicat national autonome de la Banque de France) plus anciens, qui viennent de la CGT et du refus de la scission de 1949 entre CGT et FO. Cette union syndicale "Solidaires" regroupe aujourd'hui 32 organisations professionnelles au plan national, 80 000 adhérents dont la moitié constituée par les différents syndicats Sud.

C'est à partir de cette expérience que nous pouvons tirer quelques leçons pour l'avenir du syndicalisme.

Le syndicalisme est toujours à réinventer !

Et pourtant, il a déjà une longue histoire (plus d'un siècle). Cet outil a permis des conquêtes sociales fondamentales, il a porté les révoltes et les espoirs de générations entières de travailleurs et de travailleuses, il a créé de la solidarité... Mais son histoire même montre qu'il n'est pas figé, qu'il est en mouvement, qu'il doit se transformer, non pas pour s'adapter à l'économie dominante, à la mondialisation libérale, mais au contraire pour être plus efficace encore pour contribuer à un monde plus juste et plus solidaire.

À travers la construction d'un nouveau courant syndical, à côté des confédérations traditionnelles, c'est à ce défi que nous voulons répondre. L'émergence de Sud dans différents secteurs, l'apparition de Solidaires comme union interprofessionnelle différente des confédérations traditionnelles dans ses valeurs, sa pratique et son fonctionnement, confirme qu'il y a une place pour cette alternative syndicale.

Solidaires, avec les différents syndicats Sud en son sein, veut d'abord prouver que le syndicalisme reste d'actualité. Mais pas n'importe quel syndicalisme : celui qui n'a pas peur d'explorer des chemins nouveaux, sans pour autant oublier les références de l'histoire. Ni passéiste, ni avant-gardiste, un outil au service des intérêts collectifs de ceux et celles qui n'ont pour exister dans cette société, ni le pouvoir financier, ni le pouvoir politique, ni le pouvoir intellectuel : le monde du travail dans ses multiples facettes actuelles. Un outil pour résister et agir sur le monde : le transformer et non s'y adapter. Utopie que tout cela, diront certains hérauts de l'horizon indépassable du capitalisme pour qui changer le monde est devenu un archaïsme quasi vulgaire ! Notre volonté est de ne pas accepter le monde tel qu'il est. Le syndicalisme est le premier outil d'organisation collective face à l'arbitraire, à l'injustice ; il reste un des facteurs de progrès social, à condition de ne pas vendre son âme pour devenir l'interlocuteur officiel qui ne sait plus démêler les intérêts des salariés de ceux des patrons... ou du pouvoir officiel. Le syndicalisme a subi bien des avatars de par le monde ; il n'en reste pas moins un outil indispensable à

condition de ne pas devenir un arbre sec, incapable de se régénérer.

Nous voulons redonner sens à un syndicalisme à l'écoute des salariés dans ce qu'ils vivent quotidiennement, capable de relier cela à une vision globale et à une réflexion collective sur le monde dans lequel nous vivons.

Pour que les travailleurs adhèrent à un syndicat, il faut d'abord qu'ils en voient l'utilité et s'identifient assez facilement à ses représentants. Cela suppose un syndicalisme qui ne soit pas englué dans des réunions institutionnelles dont personne ne voit jamais le résultat ; des représentants facilement accessibles et au service des salariés, qui ne soient pas vécus comme des «zombies» venant d'une autre planète et qui, par leurs fonctions, auraient perdu tout contact avec la réalité.

Les organisations syndicales ont obtenu des moyens de fonctionnement non négligeables dans les grandes entreprises et le secteur public ; ces moyens ne doivent pas servir à créer des privilèges et à faire du clientélisme. Ils doivent au contraire permettre au syndicat de se mettre au service des travailleurs qui lui ont accordé leur confiance. Une information de qualité, complète et transparente, est un des éléments essentiels du combat syndical pour faire vivre cette démarche. C'est à travers le délégué local que se fait souvent la première prise de contact avec l'organisation syndicale d'avoir des militant-e-s de terrain nombreux et formés.

Le syndicat doit faire respecter et développer les droits, en particulier des plus faibles, organiser la résistance à ce qui est néfaste pour le plus grand nombre, ne pas se résigner à l'ordre établi comme s'il était immuable et intangible, combattre le sexisme et le racisme, redonner la possibilité collective et individuelle de ne plus subir mais d'agir...

Dépasser les sectarismes de boutique !

L'histoire syndicale de notre pays est marquée par la division. Division souvent due au manque d'indépendance du syndicalisme vis-à-vis des partis politiques, des pouvoirs publics ou du patronat et qui a contribué aux défaites sociales de ces dernières années. L'unité syndicale n'est pas un but en soi, c'est un outil pour l'action et pour créer un rapport de force. Il s'agit donc bien de rassembler au moins les forces qui ont des convergences, qui se sont retrouvées dans les luttes ces dernières années. L'urgence, c'est de proposer le plus unitairement possible des actions, des campagnes, mais aussi la construction de réponses alternatives aux choix économiques actuels.

Mais pour autant, nous ne pouvons fermer les yeux sur les évolutions du mouvement syndical, et en particulier les choix d'une partie du syndicalisme d'abandonner la construction des rapports de forces pour un syndicalisme d'accompagnement du libéralisme. L'idée du "syndicalisme rassemblé" peut sembler séduisante, après des décennies de divisions... Mais elle n'est ni pertinente, ni efficace : elle ne permet pas d'avoir une analyse partagée des attaques patronales, des politiques économiques et sociales du gouvernement ; elle contribue à paralyser la construction de luttes interprofessionnelles puisque l'ensemble des confédérations ne partage ni les mêmes revendications ni la volonté de construire les rapports de force. Comment par exemple imaginer concilier les positions de la CFDT soutenant le plan Juppé, instituant la dégressivité des allocations pour les chômeurs, condamnant leurs actions et signant l'accord sur le PARE avec le patronat avec celles de la CGT partie prenante du mouvement de décembre 95 ou dénonçant, avec les chômeurs, les accords UNEDIC et le PARE qui aggravent la misère des sans-emploi ! Discuter des points de vue différents, des divergences, est une bonne chose, essayer de construire les convergences, tout cela est aujourd'hui nécessaire. Encore ne faut-il pas y perdre son âme !

La démocratie comme gage d'efficacité !

Le syndicalisme ne peut se développer que s'il pratique la démocratie, seul gage de crédibilité et d'efficacité. Fini le temps (s'il a jamais existé) où il suffisait d'un mot d'ordre pour mobiliser. Aujourd'hui, il y a une aspiration forte des salariés à exister comme individus, à comprendre, à décider pour eux-mêmes et par eux-mêmes. Les salariés veulent donner leur avis, s'exprimer, être consultés pour tout ce qui les concerne. Il s'agit de susciter les débats et de faire en sorte qu'émergent des revendications et des projets collectifs, décidés et portés en toute connaissance

de cause.

C'est au syndicalisme de proposer les moyens adaptés pour favoriser cette démocratie : information, réunions, consultation, assemblées générales, comités de luttes syndiqués-non-syndiqués... Il s'agit que les salariés aient leur mot à dire, que l'expression démocratique soit favorisée par le syndicalisme. Il ne s'agit pas de faire à la place de, mais de faire avec...

L'exigence de démocratie concerne tant le rapport aux salariés que le fonctionnement de l'organisation syndicale. Rénover le syndicalisme, c'est laisser la place au débat et permettre l'expression publique des divergences. C'est en ce sens que nous avons choisi de fonctionner dans l'interprofessionnel sur la base du consensus, en refusant de figer le rapport de forces entre minorité et majorité

Un syndicalisme ouvert aux femmes et aux jeunes !

C'est aussi faire de la place aux plus jeunes, à ceux qui sont moins expérimentés ; c'est partager les responsabilités et les décisions ; c'est ne pas faire des permanents «à vie» qui oublient la raison de leur engagement militant et pour qui le syndicalisme devient un travail comme un autre, ou un moyen d'avoir du pouvoir, de la promotion sociale... Cela suppose de favoriser la rotation des responsables, de limiter les durées de mandat, de faire vivre le "contrôle" des structures élues par les syndicats de base et les adhérent-e-s.

Bien sûr tout cela se heurte à des difficultés dans la pratique quotidienne et notre syndicalisme n'échappe pas aux phénomènes de délégation de pouvoir, aux habitudes routinières, à la difficulté de transmettre aux jeunes générations la mémoire et l'expérience, mais aussi les réticences des plus anciens à laisser la place aux plus jeunes au nom de "l'efficacité"... Faire de la démocratie un enjeu du renouveau du syndicalisme suppose la lucidité sur ses propres carences, et le débat collectif pour y remédier.

Les femmes n'occupent pas la place qui leur revient ni dans le travail ni dans le syndicalisme. L'égalité entre hommes et femmes est loin d'être acquise : la place des femmes dans notre société reste avant tout le produit d'une construction sociale basée sur un rapport d'oppression. Cela a forcément des conséquences sur leurs conditions de travail, leur vie personnelle, mais aussi sur leur place dans le syndicalisme.

Le syndicalisme s'est bâti dans les bastions masculins ; il en reste profondément marqué aujourd'hui dans son fonctionnement : les postes de responsabilité sont rarement occupés par des femmes. Le fonctionnement des structures fait la part trop belle aux fonctionnements traditionnels des univers et des modèles masculins. Il prend rarement en compte le poids des charges familiales qui reposent encore beaucoup trop sur les femmes. Pour répondre à cette situation, le syndicalisme doit répondre aux revendications et aux besoins des femmes et transformer ses modes de fonctionnement pour qu'elles s'y sentent à l'aise et y prennent la place qui leur revient. Si le syndicalisme ne relève pas ce défi, il continuera de se priver d'une partie importante du salariat actuel et ne pourra prétendre le représenter dans toute sa diversité et sa richesse.

Solidaires, avec les syndicats Sud, n'est pas une organisation en dehors du monde, et l'oppression spécifique des femmes dans notre société se décline aussi dans le syndicalisme, y compris le nôtre !

Un combat social plus global !

Ce n'est rien de dire que le monde du travail a beaucoup changé sous les effets du chômage, de la précarité, du développement de la sous-traitance... On assiste à l'éclatement des statuts. Tous les secteurs professionnels sont touchés par les mêmes politiques économiques. Les grandes questions sociales interprofessionnelles du mouvement ouvrier remontent à la surface sous le coup des remises en cause des garanties collectives du salariat, acquises au fil des luttes. Le contrat de travail, la protection sociale, le logement et la quasi-absence de chômage assuraient une certaine cohésion sociale. Sous l'effet des politiques libérales, beaucoup de ces garanties ont volé en éclat dans le secteur public comme dans le secteur privé. Les remises en cause des services publics ont des effets non seulement sur les personnels (précarisation, niveau d'emploi, logi-

que commerciale...), mais aussi sur leur qualité et leur accessibilité pour l'ensemble de la population. Le chômage et tout ce qui l'accompagne en termes de pauvreté déstructure et met à mal des droits que l'on pouvait croire définitivement réglés dans une société aussi riche que la société française : logement, santé, éducation des enfants, etc.

Il s'agit pour le syndicalisme de faire face en occupant le terrain revendicatif, en recréant du lien social par l'action et la syndicalisation. En intervenant à partir de ses valeurs d'égalité et de ses revendications, sur des terrains qui relèvent de la citoyenneté. Soutenir les actions des chômeurs, être aux côtés des sans-papiers, manifester contre la mondialisation libérale, participer à la Marche mondiale des femmes, s'investir dans ATTAC... tout cela relève bien de nos valeurs syndicales. Cela doit aller de pair avec des actions interprofessionnelles sur la protection sociale, le droit à la retraite ou la réduction du temps de travail. Même si des actions locales sont nécessaires, elles doivent aussi dépasser le cadre de l'entreprise. Cela est particulièrement vrai lorsqu'il s'agit de combattre les choix gouvernementaux. Enfin, et ce n'est pas une des moindres questions posées aujourd'hui au mouvement syndical, comment organiser les salariés précaires, intérimaires, des entreprises de sous-traitance... ceux et celles qui ne font que quelques heures dans une entreprise, qui n'ont ni le même statut, ni parfois le même employeur, tout en étant sur le même lieu de travail ? Toutes ces questions correspondent à un nouveau défi qu'il faudra relever sous peine de se couper d'une partie de plus en plus importante du salariat et devenir impuissant à mener des actions et à construire un rapport de force.

Le développement de mouvements sociaux des "sans" (des chômeurs, des sans logement, des sans papiers) montre bien que ces questions qui, à d'autres étapes de l'histoire du mouvement syndical, étaient intégrées dans la lutte syndicale, ne le sont plus aujourd'hui. Le syndicalisme se doit de retrouver cette dimension, de reconnaître les instruments de lutte constitués par ces associations de luttes pour les droits, d'agir avec, même si parfois la confrontation est rude...

La question interprofessionnelle est donc plus que jamais d'actualité ; il s'agit de réinventer des structures dans lesquelles salariés du public et du privé, chômeurs, précaires pourront se retrouver avec la volonté de construire des mobilisations permettant à chacun de s'y retrouver, tout en étant capable de tisser les solidarités indispensables. C'est le principal enjeu pour le syndicalisme dans les années qui viennent.

Un nouvel internationalisme !

Face aux dégâts sociaux de la mondialisation, des résistances voient le jour dans différents pays : luttes syndicales, paysannes, citoyennes, environnementales... Mais l'action syndicale coordonnée entre les différents pays a du mal à se faire. Les organisations syndicales internationales, malgré leurs énormes moyens matériels ne se donnent pas de véritables moyens d'action internationale.

Il est clair que le mouvement syndical a beaucoup de retard à rattraper pour faire face aux dégâts de la construction européenne et pour répondre aux besoins de solidarité internationale. Les choix économiques décidés par les grandes institutions internationales comme le Fmi, la Banque mondiale ou l'OMC (avec l'accord des gouvernements des différents pays) produisent de la pauvreté et de l'exclusion dans les pays du Sud comme dans ceux du Nord : ce terrain de luttes est devenu une dimension incontournable pour le syndicalisme. Nous sommes pleinement engagés dans la lutte contre la mondialisation libérale et nous participons manifestations internationales lors des réunions des chefs d'Etats des grandes puissances (comme le G8), des réunions de l'OMC ou les sommets des Chefs d'Etat européens. Mais au-delà, nous pensons fondamental de nous retrouver pour débattre à partir de la diversité des mouvements sociaux existants, pour trouver les convergences et dégager des alternatives : nous sommes partie-prenante des rencontres du Forum social mondial de Porto Allegre, qui se construit maintenant sur chaque continent.

Le syndicalisme doit retrouver une dimension internationaliste pour pouvoir lutter contre les multinationales, contre la précarisation généralisée du salariat d'un bout à l'autre de la planète.

En ce début du XXI^e siècle, nous avons la responsabilité d'imaginer et de construire un outil syndical utile dans la défense immédiate et quotidienne, capable de porter un projet social émancipateur sans perdre son rôle de contre-pouvoir en toute circonstance, de se situer sur un terrain politique, de maîtriser les choix de société, sans perdre son indépendance ou devenir la courroie de transmission, la force d'appoint de tel ou tel parti, ou le relais de telle ou telle politique gouvernementale.

Ce défi reste pleinement d'actualité pour l'Union syndicale Solidaires, dans laquelle les syndicats Sud sont pleinement engagés. Mais c'est une question posée aussi à l'ensemble du mouvement syndical, ou du moins à celui qui ne se contente pas de gérer au jour le jour, en accompagnant d'un zeste revendicatif, les choix politiques générateurs de souffrance et de déstructuration sociale...

Il ne peut y avoir de projet syndical qui réponde vraiment aux difficultés vécues chaque jour par les travailleurs sans remettre en cause le fonctionnement actuel de la société. Il nous appartient de montrer et de convaincre les salariés que d'autres choix sociaux sont nécessaires et possibles ; le syndicalisme doit retrouver le chemin de la transformation sociale, ce qui nécessite d'y réfléchir collectivement. C'est à cela que doivent, de façon urgente, s'attacher tous ceux et toutes celles, militants associatifs et militants syndicaux qui, ces dernières années, se sont souvent retrouvés au coude à coude, au-delà des étiquettes de chacun. En acceptant la confrontation, en agissant ensemble, en acceptant les questionnements plutôt que les certitudes, en mettant en avant les possibilités de convergences plutôt que la défense sectaire de chaque boutique, le syndicalisme sera recréé. En construisant des réponses alternatives, le syndicalisme redonnera du sens aux batailles collectives et permettra de sortir de la désespérance et de l'individualisme. Les désordres internationaux actuels doivent nous renforcer dans cette détermination.

C'est de cette façon que nous contribuerons à réinventer le syndicalisme et à lui donner un avenir.